25 AVR. 1956
Bureau de Coordination

VVV. L.5090/2.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 11 février 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément", a donné le 7 mars 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11e Februari 1956 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 14 Juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader", heeft de 7e Maart 1956 het volgend advies gegeven:

Le projet a pour principal objet de déterminer les conditions auxquelles pourront être admis dans le cadre des officiers de complément , "les officiers de réserve en activité de service qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté et propres à la guerre, n'ont pas eu l'occasion de faire une carrière militaire et n'ont pu régulariser leur situation militaire dans les conditions prévues par la loi du 14 juillet 1951".

Il vise en outre, d'une part, à déroger pour ces officiers à l'article 4 de la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve et, d'autre part, à "redresser une erreur matérielle qui s'est glissée" dans le texte français de l'article 20 de la loi du 14 juillet 1951.

\+

\+ \+

L'article 1er remplace l'article 20, alinéa dernier, du texte français de la loi du 14 juillet 1951 pour le mettre en concordance avec le texte néerlandais qui, selon l'exposé des motifs du présent projet, "répond aux voeux du législateur".

Le texte français dispose que "les candidats sous-lieutenants ayant été commissionnés au grade d'officier pour action d'éclat et qui pourront bénéficier de

.../...

l'application de la présente loi, ne pourront accéder au grade de capitaine qu'après avoir subi avec succès les épreuves prévues par la loi du 30 juillet 1938 pour l'accession au grade de sous-lieutenant des cadres actifs".

Le texte néerlandais précise qu'il s'agit des épreuves "over de kennis van de tweede landstaal". Cette rédaction est exactement celle de l'amendement qui avait été déposé en commission de la Chambre (session 1950-1951, D.P.617) et qui fut voté le 5 juillet 1951. Ce n'est que par suite d'une erreur d'impression dans le texte français que la disposition fut votée dans sa forme actuelle par le Sénat.

Le Conseil d'Etat se demande, cependant, si le texte de cet alinéa répond exactement aux intentions du législateur en ce sens qu'il ne s'applique qu'aux seuls "candidats sous-lieutenants ayant été commissionnés au grade d'officier pour action d'éclat", alors qu'il résulte des travaux préparatoires de la loi que les dispositions transitoires ont trait également aux adjudants chefs de peloton qui n'ont pas été commissionnés au grade de sous-lieutenant auxiliaire "leurs titres particuliers ayant été reconnus trop tard" (Exposé des motifs de la loi du 14 juillet 1951, Session 1950-1951, Chambre, Doc. Parl. n°600).

Si l'intention du législateur était d'appliquer la présente disposition à tous les adjudants chefs de peloton visés à l'alinéa 1er de l'article 20, il y aurait lieu non seulement de rectifier une erreur matérielle

.../...

dans le texte français, mais également de modifier le champ d'application de cette disposition.

Une nouvelle rédaction de cet alinéa 4 de l'article 20 de la loi permettrait également de faire ressortir qu'il constitue une dérogation à l'alinéa précédent.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à ces observations.

+

\+ +

Une des conditions mises à l'admission dans le cadre de complément des officiers visés au projet d'article 22, consiste à "n'avoir pu poser antérieurement leur candidature pour le cadre de complément pour des faits que le Ministre considère comme indépendants de la volonté de l'intéressé". Cette rédaction est défectueuse car elle permettra au Ministre de ne pas considérer comme "indépendants de la volonté de l'intéressé"des faits qui, en réalité , revêtent ce caractère, tout comme elle lui permettra également de considérer comme "indépendants de la volonté " de l'intéressé des faits qui n'ont incontestablement pas ce caractère.

En réalité, le candidat actuel a pu se trouver dans l'impossibilité de poser sa candidature par le fait même de la loi qui ne permettait pas, par exemple, à un

.../...

officier de réserve du grade de capitaine d'entrer dans le cadre de complément. En dehors de cette hypothèse, des circonstances ont pu exister qui ont eu comme conséquence que le candidat remplissant les conditions nécessaires, n'a pu demander son admission dans ce cadre; c'est dans cette seule hypothèse que le projet entend donner au Ministre le pouvoir d'apprécier la pertinence des arguments invoqués pour expliquer l'absence de candidature en temps utile.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui fera ressortir d'une manière claire les intentions du Gouvernement.

\+

\+ \+

Pour pouvoir être admis dans le cadre des officiers de complément, l'officier de réserve doit appartenir à l'une des catégories visées au projet d'article 22, 4°.

Le Conseil d'Etat pose la question de savoir si la catégorie reprise au c de cette disposition et qui comprend les "résistant armé, résistant par la presse clandestine, prisonnier politique" ne doit pas également comprendre les agents de renseignements et d'action auxquels la qualité de militaire a été reconnue par l'arrêté-loi du 20 janvier 1944 et par l'arrêté-loi du 16 février 1946.

.../...

Le Conseil d'Etat observe également que la catégorie reprise au e de cette disposition et qui comprend "les membres des Forces belges en Grande-Bretagne" manque de précision; le Gouvernement entend, en effet, comprendre dans cette catégorie tous les militaires ayant servi dans des armées alliées. Il y aurait lieu d'apporter au texte la précision nécessaire pour qu'il réponde adéquatement à cette intention.

\+

\+ \+

L'article 4 de la loi du 14 juillet 1951 dispose en ses alinéas 1er et 2 :

"Le Roi fixe chaque année le nombre maximum d'officiers du cadre de complément à recruter.

Le nombre maximum d'officiers du cadre de complément est compris dans les limites des chiffres autorisés par les dispositions légales relatives aux cadres des officiers des forces armées sur pied de paix".

Il est, d'autre part, déclaré dans l'exposé des motifs que "ceux qui rempliront les conditions requises seront admis dans le cadre de complément en surnombre des candidats autorisés à entrer dans ce cadre; ils ne seront donc pas soumis à la règle du concours".

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette intention doit être exprimée dans le texte puisqu'elle déroge à l'article 4, alinéa 1er, de la loi. Il propose un texte qui répond à cette observation.

\+

\+ \+

Aux termes du dernier alinéa du § 1er du projet d'article 22, "Le Roi peut procéder à des admissions rétroactives dans le cadre de complément pour régulariser la situation des officiers visés par les présentes dispositions et qui ont déjà subi avec succès à titre conservatoire, les épreuves prévues à l'article 2, 3°, de la loi du 14 juillet 1951".

Dans la mesure où cet alinéa a trait, comme il l'affirme, aux "officiers visés par les présentes dispositions", il est inutile. En effet, aux termes de l'alinéa anté-pénultième du même paragraphe, ces officiers sont admis dans le cadre de complément, "avec le grade dont ils sont revêtus et avec l'ancienneté déterminée par le temps de service actif effectué dans ce grade au cours de rappels de longue durée"; cette disposition, qui permet de conserver l'ancienneté acquise dans le grade, rend inutile la rétroactivité que le projet permet au Roi d'attacher à certaines admissions dans le cadre de complément.

.../...

Il résulte cependant des explications qui ont été données au Conseil d'Etat que cette disposition tend à permettre l'admission dans le cadre de complément d'officiers ayant quitté récemment le cadre de réserve par limite d'âge et qui ont été maintenus en service comme officiers commissionnés au titre auxiliaire par application de l'arrêté-loi du 10 décembre 1942 relatif au cadre des officiers commissionnés. Cette disposition ouvre donc l'accès du cadre de complément à une nouvelle catégorie d'officiers; elle devrait, dès lors, faire l'objet d'un paragraphe spécial. Le Conseil d'Etat propose un texte dans lequel les intentions du Gouvernement sont précisées.

\+

\+ \+

Le § 3 du projet d'article 22 permet de déroger à l'article 4 de la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve, modifié par la loi du 14 juillet 1951, afin de permettre à certains officiers qui demandent leur

admission dans le cadre de complément, d'effectuer des rappels de longue durée pendant une durée supérieure à celle prévue par les dispositions légales auxquelles le projet déroge.

En disposant que les officiers "peuvent prolonger leur rappel de longue durée", le § 3 ne pourra s'appliquer qu'aux seuls officiers de réserve qui effectueront, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, un rappel de longue durée et qui devront, après cette date, être mis en congé sans solde par suite de l'expiration de la durée maximum prévue par la loi du 18 avril 1905.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement d'appliquer également cette disposition aux officiers de réserve qui ont terminé la durée maximum des rappels de longue durée avant l'entrée en vigueur du projet afin de leur permettre d'effectuer , à partir de cette date, un nouveau rappel de longue durée, en vue d'accéder au cadre de complément, il y aurait lieu de modifier le § 3 afin de prévoir son application dans cette seconde hypothèse.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement et qui figure ci-après à l'article 22, § 5.

\+

\+ \+

.../...

Quant au reste, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-dessous.

Le projet étant de nature a grever le budget il doit,en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 modifié par l'arrêté du Régent du 20 mars 1950,être contresigné par le Ministre des Finances.

+

+ +

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 14 JUILLET 1951 SUR LA POSITION ET L'AVANCEMENT DES OFFICIERS DU CADRE DE COMPLEMENT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

.../...

Article 1er.-

L'article 20, dernier alinéa, de la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément, modifiée par la loi du 19 mars 1954,est remplacé par la disposition suivante :

"Toutefois, les adjudants chefs de peloton visés à l'alinéa 1er et qui peuvent bénéficier de l'application de la présente loi ne devront subir avec succès comme épreuve linguistique, que la seule épreuve sur la connaissance de la seconde langue nationale prévue par la loi du 30 juillet 1938 pour l'accession au grade de sous-lieutenant des cadres actifs, et ce, pour pouvoir être promus au grade de capitaine".

Article 2.-

Il est inséré dans la même loi un article 22 rédigé comme suit :

"Article 22. § 1er. Dans le délai de dix-huit mois à compter de la publication de la présente loi, peuvent être admis dans le cadre de complément, les officiers subalternes de réserve qui réunissent les conditions suivantes :

1° satisfaire aux dispositions de l'article 2, 3°, 5° et 6°, de la présente loi;
2° être à l'activité le 31 décembre 1955;
3° n'avoir pu poser antérieurement leur candidature pour le cadre de complément par le fait de la loi, ou ne pas avoir posé leur candidature en raison de circonstances dont le Ministre admet la pertinence;

.../...

4° appartenir à l'une des catégories suivantes :
a) membre du corps expéditionnaire pour la Corée;
b) volontaire de guerre;
c) résistant armé, résistant par la presse clandestine, agent de renseignements et d'action, prisonnier politique au sens de leurs statuts;
d) prisonnier de guerre pendant au moins six mois et détenteur de la carte de prisonnier de guerre;
e) membre des forces belges en Grande-Bretagne ou d'une des armées alliées;
f) membre du corps expéditionnaire de la force publique;

5° être susceptibles de faire valoir à 55 ans, vingt années de services effectifs dans les forces armées.

§ 2. Les officiers visés au § 1er sont nommés dans le cadre de complément au jour où ils y sont admis et au grade dont ils sont revêtus à ce moment.

Leur ancienneté dans ce grade est déterminée par le temps de service actif effectué dans le grade, au cours de rappels de longue durée.

Ils sont admis dans le cadre de complément en surnombre du maximum fixé en application de l'article 4, alinéa 1er.

Ils ne peuvent accéder au grade immédiatement supérieur que deux ans après les officiers des cadres actifs de même grade et de même ancienneté dans ce grade.

.../...

§ 3. Ne peuvent bénéficier des dispositions du présent article les officiers nommés capitaines ou passés dans la subdivision des capitaines-commandants après le 1er janvier 1956.

Le Roi peut nommer rétroactivement capitaine ou capitaine-commandant de réserve, l'officier de réserve qui, dans le but de lever l'empêchement visé à l'alinéa 1er, aurait renoncé, après le 1er janvier 1956, à l'avancement dans le cadre de réserve et n'aurait pas été admis dans le cadre de complément.

§ 4. Le Roi peut admettre dans le cadre de complément des anciens officiers de réserve ayant quitté le cadre des officiers de réserve par limite d'âge et ayant été commissionnés au titre auxiliaire par application de l'arrêté-loi du 10 décembre 1942, à condition qu'ils aient subi avec succès l'épreuve linguistique prévue à l'article 2, 3°, avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les §§ 1er et 2 du présent article leur sont applicables.

Leur ancienneté dans le grade est déterminée par le temps de service actif effectué dans ce grade au cours de rappels de longue durée et en qualité d'officier commissionné au titre auxiliaire.

§ 5. Par dérogation à l'article 4 de la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers

.../...

de réserve,modifiée par la loi du 14 juillet 1951, les officiers visés au § 1er qui demandent leur admission dans le cadre de complément, peuvent effectuer un rappel de longue durée, quelle que soit la durée des rappels antérieurs et ce jusqu'à l'expiration du délai prévu au § 1er, alinéa 1er".

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het voornaamste doel van het ontwerp is, te bepalen onder welke voorwaarden in het kader der aanvullingsofficieren kunnen worden opgenomen "de reserveofficieren in actieve dienst die, voor redenen onafhankelijk van hun wil en eigen aan de oorlog, de gelegenheid niet gehad hebben een militaire loopbaan te maken of die hun militaire toestand niet hebben kunnen regulariseren in de voorwaarden voorzien door de wet van 14 Juli 1951".

Ook strekt het er toe, ten aanzien van deze officieren af te wijken van artikel 4 van de wet van 18 April 1905 op de staat en de stand van de reserveofficieren en vervolgens "een materiële vergissing te herstellen" die in de Franse tekst van artikel 20 van de wet van 14 Juli 1951 is geslopen.

\+

\+ \+

Artikel 1 vervangt artikel 20, laatste lid, van de Franse tekst van de wet van 14 Juli 1951, ten einde hem in overeenstemming te brengen met de Nederlandse tekst die, volgens de memorie van toelichting van dit ontwerp, "beantwoordt aan de wens van de wetgever".

De Franse tekst luidt "les candidats sous-lieutenants ayant été commissionnés au grade d'officier pour action d'éclat et qui pourront bénéficier de l'application de la présente loi, ne pourront accéder au grade de capitaine qu'après avoir subi avec succès les épreuves prévues par la loi du 30 juillet 1938 pour l'accession au grade de sous-lieutenant des cadres actifs".

.../...

In de Nederlandse tekst wordt nader bepaald, dat het gaat om examens "over de kennis van de tweede landstaal". Dit is dezelfde redactie als die van het in de Kamercommissie neergelegde amendement (zitting 1950-1951, Parl.Doc.617), dat op 5 Juli 1951 werd goedgekeurd. Het is slechts ingevolge een drukfout dat de Franse tekst de vorm heeft gekregen waarin hij door de Senaat werd goedgekeurd.

De Raad van State vraagt zich echter af of de tekst van deze alinea wel geheel aan de bedoeling van de wetgever beantwoordt in zoverre hij alleen toepassing vindt op "kandidaten onderluitenants die wegens roemrijke daad tot de graad van officier werden aangesteld", terwijl uit de parlementaire voorbereiding van de wet blijkt, dat de overgangsbepalingen eveneens betrekking hebben op de "adjudanten-pelotonsoversten" die niet tot de graad van hulp-onderluitenant werden aangesteld "daar hun afzonderlijke rechten te laat erkend werden" (Memorie van toelichting bij de wet van 14 Juli 1951, Zittijd 1950-1951, Kamer, Parl. Doc., nr 600).

Was de bedoeling van de wetgever, de onderhavige bepaling op alle in het eerste lid van artikel 20 bedoelde adjudanten-pelotonsoversten toepassing te doen vinden, dan zou niet alleen een materiële vergissing in de Franse tekst verbeterd, maar zou ook het toepassingsgebied van deze bepaling gewijzigd moeten worden.

.../...

Een nieuwe lezing van dit vierde lid van artikel 20 van de wet zou eveneens kunnen doen uitschijnen, dat het een afwijking is van het voorgaande lid.

De Raad van State stelt een tekst voor die met deze opmerkingen rekening houdt.

\+

\+ \+

Een der vereisten tot toelating in het aanvullingskader der in het ontworpen artikel 22 bedoelde officieren is, dat zij "hun candidatuur voor het aanvullingskader niet vroeger hebben kunnen stellen door feiten welke de Minister van Landsverdediging aanziet als onafhankelijk van de wil van belanghebbende". Dit is een gebrekkige formulering, die de Minister in staat zal stellen als niet "onafhankelijk van de wil van belanghebbende" te beschouwen feiten die dit karakter wel bezitten, en als "onafhankelijk van de wil van belanghebbende" te beschouwen feiten welke dit karakter ongetwijfeld niet vertonen.

In werkelijkheid is het de huidige candidaat wellicht onmogelijk geweest, zijn candidatuur te stellen door het feit zelf, dat de wet zelf bijvoorbeeld aan een reserveofficier met de graad van kapitein niet toeliet in het aanvullingskader opgenomen te worden.

.../...

Ook afgezien van deze veronderstelling, hebben zich omstandigheden kunnen voordoen waardoor een kandidaat, die aan de vereisten voldeed, zijn opneming in dit kader onmogelijk heeft kunnen aanvragen; alleen voor dit geval wil het ontwerp de Minister bevoegdheid geven tot het beoordelen van de gegrondheid der argumenten, die worden aangevoerd om het uitblijven van een tijdige candidatuur te verklaren.

De Raad van State stelt een tekst voor, waaruit de bedoelingen van de Regering duidelijk blijken.

\+

\+ \+

Om in het aanvullingskader der officieren te kunnen worden opgenomen, moet de reserveofficier behoren tot een der in het ontworpen artikel 22, 4°, genoemde categorieën.

De vraag kan worden gesteld, of in de onder c van deze bepaling genoemde categorie, die de "gewapende weerstander, de weerstander van de sluikpers, de politiek gevangene" omvat, ook niet moeten worden opgenomen de inlichtings- en actieagenten aan wie de besluitwet van 20 Januari 1944 en de besluitwet van 16 Februari 1946 de hoedanigheid van militair hebben verleend.

.../...

Ook wil het de Raad van State voorkomen, dat de onder e van deze bepaling genoemde categorie, die "de leden van de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië" omvat, niet zeer duidelijk is; de Regering wil in deze categorie immers alle militairen opnemen die in geallieerde legers gediend hebben. Men wijzige de tekst zo, dat deze bedoeling nauwkeurig tot uiting komt.

\+

\+ \+

Het eerste en het tweede lid van artikel 4 van de wet van 14 Juli 1951 luiden als volgt :
"De Koning stelt ieder jaar het maximumgetal van de aan te werven officieren van het aanvullingskader vast.

Het maximumgetal van de officieren van het aanvullingskader is begrepen in de getallen welke bij de wetsbepalingen betreffende het officierenkader van de krijgsmacht op vredesvoet zijn toegelaten".

De memorie van toelichting zegt anderdeels, dat "diegenen die aan al de vereiste voorwaarden voldoen, opgenomen worden in het aanvullingskader, in overtal van het aantal candidaten die jaarlijks in dit kader toegelaten worden ; zij zullen dus niet onderworpen worden aan de regel van het vergelijkend examen".

.../...

De Raad van State is van oordeel, dat de tekst deze bedoeling moet weergeven aangezien zij afwijkt van artikel 4, eerste lid, van de wet. Hij stelt een tekst voor, die met deze opmerking rekening houdt.

\+

\+ \+

Luidens het laatste lid van § 1 van het ontworpen artikel 22, "mag de Koning overgaan tot opnemingen in het aanvullingskader met terugwerkende kracht om de toestand te regelen van de officieren, bedoeld door de onderhavige bepalingen en die reeds ten bewarende titel in de proeven geslaagd zijn, voorzien onder artikel 2, 3°, van de wet van 14 Juli 1951".

In zover dit lid betrekking heeft, zoals het zegt, op de door "onderhavige bepalingen bedoelde officieren", heeft het geen nut. Luidens het op twee na laatste lid van dezelfde paragraaf worden deze officieren in het aanvullingskader opgenomen "met de graad waarmede zij op dat ogenblik bekleed zijn en met de ancienniteit, bepaald door de dienstactiviteit die zij in die graad volbracht hebben gedurende de wederoproepingen van lange duur"; ingevolge deze bepaling, die toelaat de in een graad verkregen ancienniteit te behouden, wordt de terugwerking, welke de Koning volgens het ontwerp aan sommige opnemingen in het aanvullingskader kan verlenen, overbodig.

.../...

Uit de aan de Raad van State verstrekte uitleg blijkt echter, dat deze bepaling strekt om officieren die het reservekader onlangs verlaten hebben wegens het bereiken van de grensleeftijd en die in dienst werden behouden als hulpofficieren aangesteld bij toepassing van de besluitwet van 10 December 1942 betreffende het kader der aangestelde officieren, tot het aanvullingskader toe te laten. Met deze bepaling wordt het voor een nieuwe categorie van officieren mogelijk tot het aanvullingskader toe te treden; men wijde daaraan dus een afzonderlijke paragraaf. De Raad van State stelt een tekst voor, waarin de bedoeling van de Regering nader wordt omschreven.

\+
\+ \+

Volgens § 3 van het ontworpen artikel 22 kan van artikel 4 van de wet van 18 April 1905 op de staat en de stand van de reserveofficieren, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951, afgeweken worden, om sommige officieren die hun opneming in het aanvullingskader aanvragen, gelegenheid te geven tot het volbrengen van "wederoproepingen voor lange duur" tijdens een langere periode dan vastgesteld in de wetsbepalingen, waarvan het ontwerp afwijkt.

Het bepaalde in § 3, namelijk dat de officieren "hun wederoproeping van lange duur mogen verlengen", kan alleen toepassing vinden op de reserveofficieren die bij de inwerkingtreding van de wet een wederoproeping voor lange duur zullen volbrengen en die, na deze datum, met verlof zonder soldij zullen moeten gezonden worden wegens het verstrijken van de in de wet van 18 April 1905 vastgestelde maximumduur.

.../...

Daar het de bedoeling van de Regering is, deze bepaling ook toe te passen op reserveofficieren die de maximumduur der wederoproepingen voor lange duur vóór de inwerkingtreding van het ontwerp hebben volbracht, ten einde hun gelegenheid te geven vanaf deze datum een nieuwe wederoproeping voor lange duur te volbrengen met het oog op hun overgang naar het aanvullingskader, ware § 3 zo te wijzigen, dat het ook in deze tweede veronderstelling toepassing kan vinden.

De Raad van State stelt verder in artikel 22, § 5, een tekst voor, die aan de bedoelingen van de Regering beantwoordt.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp opmerkingen betreffende de vorm te maken, waarmede in de hier voorgestelde tekst rekening is gehouden.

Daar het ontwerp de begroting kan bezwaren, moet het krachtens artikel 6 van het besluit van de Regent van 15 December 1948, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 20 Maart 1950, mede door de Minister van Financiën worden ondertekend.

.../...

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 14 JULI 1951 OP DE STAND EN DE BEVORDERING VAN DE OFFICIEREN VAN HET AANVULLINGSKADER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Landsverdediging is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt:

Artikel 1.-

Artikel 20, laatste lid, van de wet van 14 Juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader, gewijzigd bij de wet van 19 Maart 1954, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Voor de in het eerste lid genoemde adjudanten-pelotonsoversten, die voor de toepassing van deze wet in aanmerking kunnen komen, is echter het enige taalexamen waarin zij moeten slagen het examen over de kennis van de tweede landstaal, voorgeschreven in de wet van 30 Juli 1938 voor de bevordering tot de graad van onderluitenant van het actief kader, en wel om tot de graad van kapitein bevorderd te kunnen worden".

Artikel 2.-

In dezelfde wet wordt een artikel 22 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 22.-

§ 1. Binnen een termijn van achttien maanden te rekenen van de bekendmaking van deze wet, kunnen in het aanvullingskader opgenomen worden de lagere reserve-officieren, die alle hierna volgende voorwaarden vervullen :

1° voldoen aan de bepalingen van artikel 2, 3°, 5° en 6° van deze wet;

2° in dienstactiviteit zijn op 31 December 1955;

3° hun candidatuur voor het aanvullingskader niet vroeger hebben kunnen stellen door het feit van de wet, of hun candidatuur niet hebben gesteld wegens omstandigheden waarvan de Minister de gegrondheid aanvaardt;

4° tot een der volgende categorieën behoren :

.../...

a) lid van het expeditiekorps voor Korea;

b) oorlogsvrijwilliger;

c) gewapend weerstander, weerstander door de sluikpers, actie- en inlichtingsagent, politiek gevangene in de zin van hun statuten;

d) krijgsgevangene gedurende ten minste zes maanden en houder van de kaart van krijgsgevangene;

e) lid van de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië of van één der geallieerde legers;

f) lid van het expeditiekorps van de weermacht;

5° in staat zijn twintig jaar werkelijke dienst in de krijgsmacht te doen gelden op het tijdstip waarop zij de leeftijd van 55 jaar zullen bereiken.

§ 2. De in § 1 bedoelde officieren worden in het aanvullingskader benoemd de dag waarop zij daarin worden opgenomen en met de graad, welke zij op dat tijdstip bekleden.

Hun ancienniteit in deze graad wordt bepaald door de actieve diensttijd welke zij gedurende de wederoproepingen voor lange duur in de graad hebben volbracht.

Zij worden in het aanvullingskader opgenomen, in overtal boven het bij toepassing van artikel 4, eerste lid, bepaalde maximum.

Tot de onmiddellijk hogere graad kunnen zij eerst bevorderd worden twee jaar na de officieren van het actief kader met dezelfde graad en met dezelfde ancienniteit in die graad.

.../...

§ 3. Voor de bepalingen van dit artikel komen niet in aanmerking de officieren die na 1 Januari 1956 tot kapitein zijn benoemd of naar de onderverdeling der kapiteins-commandanten zijn overgegaan.

De Koning kan de reserveofficier die, met het doel de in het eerste lid bedoelde hinderpaal op te heffen, na 1 Januari 1956 van bevordering in het reservekader mocht hebben afgezien en niet in het aanvullingskader mocht zijn opgenomen, met terugwerkende kracht tot reservekapitein of reservekapitein-commandant benoemen.

§ 4. De Koning kan gewezen reserveofficieren, die het kader der reserveofficieren wegens het bereiken van de grensleeftijd hebben verlaten en bij toepassing van de besluitwet van 10 December 1942 als hulpofficier zijn aangesteld, tot het aanvullingskader toelaten op voorwaarde dat zij vóór de inwerkingtreding van deze wet geslaagd zijn in het onder artikel 2, 3°, voorgeschreven taalexamen.

De §§ 1 en 2 van dit artikel zijn op hen van toepassing.

Hun anciënniteit in de graad wordt bepaald door de actieve diensttijd welke zij in deze graad hebben volbracht gedurende wederoproepingen voor lange duur en als aangesteld hulpofficier.

§ 5. In afwijking van artikel 4 van de wet van 18 April 1905 op de staat en de stand van de reserveofficieren, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951,

.../...

kunnen de in § 1 bedoelde officieren, die om opneming in het aanvullingskader verzoeken, een wederoproeping voor langere duur volbrengen ongeacht de duur der vorige wederoproepingen en zulks tot het verstrijken van de in § 1, eerste lid, genoemde termijn.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : F.LEPAGE, conseiller d'Etat, président
J.COYETTE, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN,
P.COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
P.ANSIAUX,
G.PIQUET, greffier adjoint, greffier

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter
raadsheren van State,
bijzitters van de afdeling wetgeving,
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.